

# RAPPORT ANNUEL 2009



Crédit photo: Josh Berson



## Internationale des Services Publics

## Sommaire

Avant-propos _____	2
Le changement climatique _____	3
Droits syndicaux _____	4
Égalité de genre _____	6
Santé _____	7
Gouvernance mondiale _____	7
Services publics de distribution _____	8
Projet sur la migration et les travailleuses de la santé _____	9
Renforcement syndical et solidarité internationale _____	10
Europe _____	14
Interamériques _____	15
Afrique et pays arabes _____	16
Asie-Pacifique _____	17
Nouveaux affiliés de l'ISP en 2009 _____	19
Aperçu général des finances de l'ISP en 2009 _____	20
Évaluation organisationnelle _____	22
Membres du personnel de l'ISP _____	22

## Avant-propos

La question de la durabilité environnementale et sociale était au cœur des activités de l'ISP en 2009. Les syndicats et les alliés de la société civile ont multiplié les efforts pour veiller à ce que les dirigeants du monde adoptent un plan ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 15), à Copenhague, en décembre. Malheureusement, ce rêve n'est pas devenu réalité. Nous nous engageons néanmoins à poursuivre cette lutte afin d'atteindre des résultats concrets.

Les services publics sont le fondement essentiel d'un monde durable. La pérennité de l'environnement est indissociable de la durabilité sociale, qui doit être basée sur le respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail visant à créer des conditions de travail décentes. L'ISP joue un rôle de fer de lance sur ce front.

En 2009, l'ISP et le mouvement syndical international ont enregistré certains succès en faisant plus largement accepter l'idée selon laquelle une économie plus verte nécessite une transition équitable aidant les travailleurs/euses à se reconvertir dans de nouveaux emplois plus verts.

La justice climatique nécessite la justice sociale. Cette devise oriente les efforts continus que nous déployons pour bâtir des sociétés plus durables dans le monde entier.

**Peter Waldorff**  
*Secrétaire général*

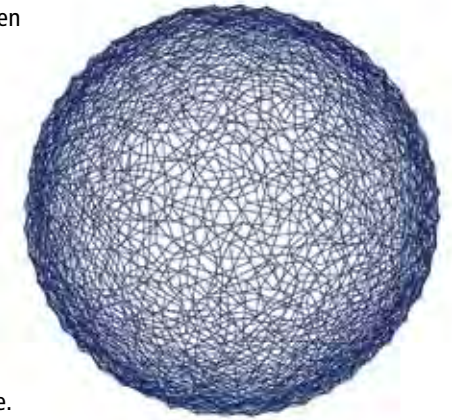
# Le changement climatique

Lors du Congrès de l'ISP en 2007, les délégué-e-s ont adopté un document politique intitulé *Beat the Heat* (Vaincre la chaleur), énonçant les principes orientant les activités de l'ISP pendant la période 2008-2009.

En 2009, l'ISP a engagé une consultante, Sophie Dupressoir, qui avait auparavant travaillé sur le changement climatique pour la Confédération européenne des syndicats. S'appuyant sur le travail précédemment effectué par Svend Robinson de l'ISP et sur l'expérience qu'elle a accumulée pendant les négociations internationales précédant le Sommet de Copenhague, elle a fait bénéficier l'ISP de ses contacts et de sa connaissance des mécanismes spécialisés de négociations internationales. Elle a également tissé des liens étroits avec la délégation de la Confédération syndicale internationale qu'elle a aidée dans ses préparatifs.

Les syndicats de l'ISP ont formé une large délégation lors des grandes négociations climatiques à Copenhague (COP15), en décembre 2009. Grâce en partie au soutien d'Abvakabo FNV, des syndicats de plusieurs pays en développement ont fait partie de la délégation. L'ISP a participé à diverses réunions préparatoires, en particulier à Poznan en 2008, et a établi sa présence dans les délégations de la CSI et auprès des gouvernements et d'organisations non gouvernementales.

La participation à la COP15 était à la fois frustrante et inspirante. Frustrante en raison des énormes problèmes logistiques qui ont laissé un grand nombre de délégué-e-s littéralement dehors, dans le froid, et qui leur ont bloqué l'accès à de nombreuses séances ; inspirante en raison de l'intérêt et de l'engagement considérable dont a fait preuve non seulement le mouvement syndical mais également la société civile. Or, l'incapacité des gouvernements à atteindre un accord valable met en évidence la complexité de la question et la puissance de plusieurs groupes de pression, qui ont tout intérêt à faire obstacle à un accord, quel qu'il soit.



COP15  
COPENHAGEN  
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE 2009

La contribution que l'ISP peut apporter à ce sujet est particulièrement importante au vu du rôle majeur que jouent les gouvernements, non seulement comme fournisseurs de services et régulateurs, mais également comme consommateurs d'énergie et donc émetteurs de gaz à effet de serre. Le secteur énergétique est une des cibles principales dans le processus climatique : la production d'électricité est à elle seule responsable de 40% des gaz à effet de serre. Le rôle que jouent d'autres services publics est moins clair :

- l'eau, là où les catastrophes climatiques se feront ressentir ;
- les soins de santé, qui devront absorber les nouvelles victimes et les nouvelles pathologies ;
- les services d'urgence ;
- la planification urbaine ;
- l'administration fiscale, etc.

En outre, il est évident que les acteurs et la dynamique du marché ne suffiront pas pour susciter les changements sociaux de grande ampleur qui doivent intervenir de toute urgence si l'on veut éviter les crises climatiques. ♦





# Droits syndicaux

La première vague de la crise économique mondiale a commencé à avoir un impact direct sur les travailleurs/euses du secteur public en 2009. Les mesures d'austérité introduites par les gouvernements ont déclenché une série de grèves en Europe et ailleurs. Des syndicats du secteur public en Lituanie, en Roumanie et en Irlande, entre autres, ont appelé leurs membres à entamer des grèves.

*Les mesures d'austérité introduites par les gouvernements ont déclenché une série de grèves en Europe et ailleurs, avec des syndicats du secteur public... appelant leurs membres à entamer des grèves.*

processus de restructuration continu dans l'administration centrale. Les syndicalistes qui se sont opposés aux processus ont été menacés de mort par un groupe paramilitaire.

## Répressions brutales de militant-e-s syndicaux

Cette année a également été marquée par des répressions brutales de militant-e-s syndicaux. Les cas les plus graves étaient des exécutions extrajudiciaires et la persécution judiciaire de syndicalistes.

L'ISP a été profondément bouleversée et attristée par l'assassinat du dirigeant syndicaliste Hernan Polo Barrera, président de la branche de



Montería de l'affilié de l'ISP *Sindicato de Trabajadores y Empleados de la Educación Nacional* (Syndicat des travailleurs/euses et employé-e-s de l'Éducation

nationale). Polo a été abattu près de son domicile à Montería, dans le nord de la Colombie, devant sa famille, par deux criminels en motocyclette. Il dirigeait une campagne au nom de son syndicat pour dénoncer les irrégularités de l'administration régionale concernant le système de classement et de fixation des grilles salariales pour les travailleurs/euses administratifs dans le secteur de l'éducation. L'ISP a écrit au président Uribe pour condamner avec la plus grande fermeté cet assassinat et a invité ses affiliés à faire de même.

L'ISP s'est également associée à la Confédération syndicale internationale pour condamner la mort du dirigeant syndical guatémaltèque, Victor Gálvez. Gálvez était un dirigeant communautaire et membre de FRENDA, le front de résistance et de protection des ressources naturelles.

En Turquie, la persécution judiciaire des syndicalistes se poursuit. Seher Tümer, de l'affilié de l'ISP SES (le syndicat des services sociaux et de santé) a été arrêtée, accusée d'« appartenir à une organisation terroriste » et de « faire de la propagande au nom d'une organisation



Espagne



Puerto Rico

À Porto Rico, l'ISP et ses affiliés le *Service Employees International Union* (Union internationale des employé-e-s des services) et la *American Federation of State, County and Municipal Employees* (Fédération américaine des employé-e-s des États, des comtés et des municipalités) ont réagi face aux projets du gouvernement de supprimer 30 000 emplois dans le secteur public afin de réduire son déficit. De vastes mobilisations, y compris des rassemblements, des sit-in et une grève générale, ont contraint le gouvernement à faire marche arrière temporairement. Il était néanmoins prévu de procéder à des réductions d'effectifs en janvier 2010.

En Colombie, pays qui fait déjà état des pires violations des droits humains et syndicaux, plus de 2 300 travailleurs/euses ont été licenciés arbitrairement dans le cadre d'un



Turquie



terroriste ». Les « crimes » qui lui étaient reprochés étaient notamment sa participation à la célébration de la Journée mondiale de la femme, le 8 mars 2009, ainsi qu'au festival de printemps kurde Newroz, le 22 mars. L'un des membres de l'affilié de l'ISP *Tüm Bel Sen* (syndicat des employé-e-s municipaux), Metin Findik, a été incarcéré alors que les accusations portées contre lui n'ont jamais été claires. L'ISP continue à travailler avec ses affiliés en Turquie, avec d'autres fédérations syndicales internationales et la CSI afin d'obtenir la libération des syndicalistes emprisonnés et d'instaurer un climat de respect pour les droits syndicaux et humains de la part des autorités turques.

En Corée du Sud, le gouvernement a poursuivi ses attaques contre les droits des syndicats du secteur public. Un exemple notable est son refus de reconnaître la fusion de trois syndicats de la fonction publique – le *Korean Government Employees' Union* (KGEU, syndicat des fonctionnaires de l'État), le *Korean Democratic Government Employees' Union* (KDGEU, syndicat des fonctionnaires pour la démocratie) et le *Court Government Employees' Union* (CGEU, syndicat des magistrat-e-s de l'État) – pour former un nouveau Syndicat des fonctionnaires de l'État. Les descentes de police dans les bureaux de la KGEU et du *Korean Railway Workers' Union* (syndicat des travailleurs/euses des chemins de fer) ont été condamnées par la communauté internationale. Les révisions du règlement relatif aux services publics coréens interdisant aux fonctionnaires de s'opposer collectivement aux politiques publiques

et condamnant des actions telles que la diffusion de déclarations publiques, la signature de pétitions et la participation à des manifestations ou à des assemblées ont également été réprochées au niveau international.

### Collaboration avec l'OIT

L'ISP a continué à assister ses affiliés dans la soumission de plaintes auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT et de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations. En 2009, les deux comités ont émis plusieurs conclusions et recommandations fermes en faveur des affiliés de l'ISP, ce qui contribuera aux efforts nationaux visant à garantir le respect pour les droits des syndicats du secteur public – en particulier le droit de la liberté d'association et le droit aux négociations collectives.

### Actions relatives aux services essentiels

En 2009, l'ISP a demandé au Centre international pour les droits syndicaux de mener une étude sur la situation actuelle des services essentiels et des droits internationaux des travailleurs/euses. Cette demande était motivée par les préoccupations de plusieurs affiliés dans les quatre régions de l'ISP concernant l'utilisation abusive de la classification des services essentiels par les gouvernements dans l'objectif de priver toutes les catégories de travailleurs/euses du secteur public de leurs droits syndicaux fondamentaux. Cette étude, qui sera largement diffusée en 2010, a déjà été utilisée par des affiliés dans des procès nationaux, dans le cadre d'actions de plaidoyer et pour la préparation des dossiers à soumettre à la CEACR de l'OIT. ♦



De gauche à droite: M. Yang Seong-Yoon, Président de KGEU, M. Kim Young-Hoon, Président de KCTU, M. Hideaki Tokunaga, Président de JICHIRO, M. Sakae Morinaga, Président de JPSU et M. Katsuhiko Sato, Secrétaire régional de l'ISP pour l'Asie Pacifique.



# Égalité de genre

## Le Comité mondial des femmes de l'ISP

Le programme de la réunion du Comité mondial des femmes de l'ISP d'avril 2009 était axé sur la situation financière internationale et les participantes visaient à formuler une réponse à la crise tenant compte des spécificités des deux sexes. Il était également prioritaire de veiller à ce que l'égalité joue un rôle primordial dans les politiques et activités de l'ISP. Étant donné que les femmes représentent environ 60 pour cent de l'ensemble des membres de l'ISP, mais seulement 20 pour cent des dirigeant-e-s syndicaux, le comité a décidé qu'il restait beaucoup à faire pour atteindre l'égalité. Les membres du comité ont concentré leurs efforts pour recenser les obstacles et les défis communs et ont proposé des moyens de mettre en œuvre un programme d'intégration de la dimension de genre.

## Journée internationale de la femme – 8 mars 2009

L'ISP a marqué la Journée internationale de la femme en organisant une campagne de sensibilisation du public mettant en évidence le lien entre l'égalité de genre et les services publics de santé et d'eau de qualité. Les affiliés et le Secrétariat ont

*« Il ne pourra y avoir d'égalité entre hommes et femmes tant que la violence fondée sur le genre, qu'elle soit physique, verbale, psychologique ou économique, continuera d'être une réalité aussi courante, sans limite et presque acceptée dans nos lieux de travail, nos familles et nos communautés. Les syndicats doivent être prêts à faire ce qu'il faut pour briser le cycle de violence à l'égard des femmes ».*

Kuini Lutua, présidente du Comité mondial des femmes de l'ISP

utilisé le rapport publié à l'occasion de la campagne pour des activités de plaidoyer et de lobbying.

## Égalité entre hommes et femmes au cœur du travail décent

En juin 2009, la Conférence internationale du Travail a tenu sa première discussion générale sur l'égalité de genre en plus de 20 ans. L'inclusion de ce thème était le fruit de nombreuses années de pressions exercées par le groupe des travailleurs/euses de la CIT, y compris les fédérations syndicales internationales et la Confédération syndicale internationale. Les résultats de la discussion générale, qui figurent dans le rapport intitulé *L'égalité entre hommes et femmes au cœur du travail décent*, serviront de cadre au plan d'action pour le Bureau international du Travail et les mandants afin de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au cours des dix prochaines années. Le rapport fait plusieurs fois mention de l'importance de l'accessibilité des services publics de qualité pour l'égalité hommes-femmes et évoque le rôle clé que jouent les États pour mettre en place des cadres réglementaires adéquats régissant la fourniture de services publics. Il se réfère également à plusieurs reprises aux activités de l'ISP et de ses affiliés en tant qu'exemples de meilleures pratiques pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes.



Brésil



## La violence NE fait PAS partie du travail

En 2009, l'ISP a à nouveau mis en lumière les conséquences de la violence liée au sexe sur les travailleuses avec le slogan « La violence NE fait PAS partie du travail ». Toute une série de documents traitant des sujets suivants sont mis à la disposition des affiliés :

l'incidence et les conséquences de la violence fondée sur le genre sur les femmes et leurs familles ;

- le rôle des services publics dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes ;
- les coûts engendrés pour les services publics par l'absence de mesures adéquates prises pour réagir à ce problème.

Ces documents soulignent également les mesures fructueuses prises par les affiliés de l'ISP pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. ♦

# Santé

En mai 2009, l'ISP a organisé une réunion du Groupe de travail sur les services de santé dans le cadre de ses activités liées à la santé. La réunion a eu lieu au plus fort de la pandémie du H1N1 et la protection des travailleurs/euses et de la population générale figurait en bonne place à l'ordre du jour. En raison de la crise économique, les syndicats de la santé étaient confrontés à des réductions de services et à l'augmentation de la privatisation.

L'ISP a mis en place une campagne relative aux services de santé de qualité reposant notamment sur une stratégie sur le lieu de travail visant à protéger les professionnels de la santé, renforcer les syndicats et atteindre des services de santé de qualité.

La campagne de l'ISP sur la santé et la sécurité au travail relative aux blessures



par piqûre d'aiguille et aux pathogènes transmissibles par le sang (hépatite, VIH/Sida) a été poursuivie, avec de bons résultats en particulier au Nigeria, où tous les hôpitaux utilisent désormais des seringues rétractables. En République démocratique du Congo, SOLSICO, le syndicat du personnel infirmier, a conclu un accord avec le gouvernement garantissant l'importation exclusive de

seringues rétractables.

En collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, les affiliés du secteur de la santé de l'ISP ont poursuivi la campagne de vaccination systématique des professionnels de la santé contre l'hépatite B.

Le 17 juillet, la Fédération syndicale européenne des services publics et l'Association européenne des employeurs du secteur hospitalier et de la santé ont signé un accord relatif à la prévention des blessures dues aux objets tranchants dans le secteur hospitalier et de la santé. (Cet accord a été adopté sous forme de directive du Conseil européen en 2010).

Au niveau régional, l'ISP a coordonné un projet de trois ans visant à renforcer la riposte des syndicats du secteur public au VIH et au Sida dans 11 pays d'Afrique australe (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe). ♦

# Gouvernance mondiale

En 2009, la crise mondiale a influencé un grand nombre d'activités auxquelles l'ISP a participé.

L'ISP a pris part aux consultations semestrielles avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en janvier, alors que les conséquences de la crise avaient déjà durement frappé plusieurs pays européens. L'ISP a

souligné la nécessité de consentir des investissements publics pour stimuler au mieux l'économie et éviter une crise mondiale de l'emploi.

Nous avons également fait campagne contre les conditions prohibitives des prêts de sauvetage. Il est très rapidement apparu que de telles conditions de prêt entraîneraient des

réductions salariales et des suppressions d'emplois dans des pays tels que l'Islande, la Hongrie et la Lettonie.

Nous avons élaboré un processus modèle pour lutter contre les conditions de prêt en travaillant plus directement dans les pays parties prenantes à la Banque mondiale et au FMI. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine pour que l'ISP puisse véritablement atténuer les incidences de telles conditions de prêt sur les travailleurs/euses.

L'ISP a également participé au forum de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, en mai, dans le cadre de la délégation de la Commission syndicale consultative. La crise internationale figurait, là aussi, en tête de l'ordre du jour.

Une autre consultation importante de l'OCDE sur le développement territorial a eu lieu en septembre. Nous avons eu l'occasion, ensemble avec le CSC, de travailler plus directement avec le secteur de développement local et régional de l'OCDE. Il s'agissait d'une occasion importante pour l'ISP de présenter et de discuter de domaines essentiels de nos activités en faveur des services publics de qualité. ♦



Les syndicats européens se sont rencontrés à l'occasion de la manifestation « Put People First » (Faire passer les humains d'abord), qui s'est étendue de Londres à Westminster, avant le Sommet du G20, à Londres. Au centre de la photo se tient Dave Prentis, Secrétaire général d'UNISON, entouré par des dirigeants-e-s syndicaux européens, dont notamment le Secrétaire général de l'ISP, Peter Waldorff et la Secrétaire générale de la FSESP, Carola Fischbach-Pyttel. Photo © Steve Forrest



# Services publics de distribution

En 2009, le secteur des services publics de distribution a été marqué par deux événements majeurs – le Forum mondial de l'eau, à Istanbul, en mars ; et la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, à Copenhague, en décembre. Les affiliés de l'ISP ont participé aux deux conférences en grand nombre, montrant clairement que les syndicats des services publics jouent un rôle essentiel dans les grands enjeux auxquels nos pays et notre planète font face.

Il convient de signaler plusieurs activités organisées entre ces deux manifestations internationales en vue d'influencer les politiques ayant des conséquences directes ou indirectes sur les conditions de travail de nos membres.

La plus importante d'entre elles est probablement le changement politique opéré par l'Union européenne, qui admet désormais le concept de partenariats public-public dans le secteur de l'eau dans

son budget relatif au développement. L'UE a alloué aux PUP €40 millions de son fonds de €200 millions consacré aux « services de l'eau » pour la période 2010-2012. Ce changement constitue une victoire importante pour l'ISP, ses syndicats et ses alliés parmi les organisations non-gouvernementales, qui réclament un tel changement politique majeur depuis plusieurs années. Les services publics de distribution ont jusqu'en octobre 2010 pour solliciter un financement. Les syndicats sont encouragés à devenir partenaires mais ne peuvent pas demander de subventions.

La finalisation du Supplément consacré au secteur de l'électricité de la *Global Reporting Initiative*, qui codifie les exigences que doivent satisfaire les entreprises d'électricité publiques comme privées en matière de rapports, est également une avancée importante. L'ISP a ajouté plusieurs aspects concernant les conditions de travail, et plus précisément la sous-traitance, les employeurs essayant souvent de se soustraire à leurs responsabilités. Cet outil est en cours d'essai en 2010 afin de valider les divers champs de rapport pour le secteur des services publics de distribution. Les nouvelles données devraient permettre aux syndicats d'aborder beaucoup plus en détails les questions relatives aux normes de travail.

En reconnaissance des incidences de la crise financière internationale et du nouveau gouvernement Obama aux États-Unis, l'ISP a organisé une réunion avec les syndicats des États-Unis et du Canada en vue de discuter des politiques relatives aux dépenses de relance axées sur l'infrastructure. L'objectif de la réunion était d'encourager les syndicats à aborder la question des « services



publics de qualité » dans ces programmes d'investissement. L'ISP a également participé à des réunions de haut niveau avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, avec d'autres fédérations syndicales mondiales et la Confédération syndicale internationale. L'ISP a exercé de fortes pressions pour inclure des éléments favorables aux dépenses de relance pour aider les pays à surmonter la crise et à en sortir. Suite à cette initiative, nous avons proposé de collaborer en matière d'infrastructure avec plusieurs autres syndicats mondiaux intéressés, étant donné qu'il reste beaucoup à faire à tous les niveaux.

Plusieurs autres activités discrètes ont entraîné une grande quantité de travail pour les syndicats et le personnel de l'ISP : la collaboration avec les affiliés en Afrique de l'Ouest pour élaborer des stratégies relatives aux services publics de distribution ; l'élaboration de politiques énergétiques régionales en Amérique latine ; l'accent mis sur les activités des jeunes membres du syndicat de l'énergie russe ; le renforcement de la stratégie sur l'eau du Syndicat canadien des employé-e-s publics et des liens de ce dernier avec les syndicats de la région ; la mise au point de stratégies permettant d'établir des mécanismes de consultation avec plusieurs grandes entreprises de services publics de distribution ; la collaboration avec le gouvernement et la société civile à Jakarta afin de mettre fin à la concession privée de l'eau. ♦



Dans le cadre de la campagne de l'ISP « Eau, Femmes, Travail », le syndicat belge FGTB a organisé une manifestation à Liège et a imprimé à cette occasion des étiquettes de bouteilles sur lesquelles figurait le slogan « 5 km pour aller chercher de l'eau », en vue d'attirer l'attention sur toutes les femmes qui marchent plusieurs kilomètres chaque jour pour aller chercher de l'eau.



# Projet sur la migration et les travailleuses de la santé

Selon les estimations de l'Organisation internationale de Travail, le nombre de chômeurs dans le monde s'élevait à près de 212 millions en 2009 et le taux de chômage devrait rester élevé en 2010. On estime que le nombre de travailleurs/euses en situation de vulnérabilité s'élève à plus de 1,5 milliards, l'équivalent de plus de la moitié de la main d'œuvre dans le monde. Le chômage aurait touché 10,2 millions de jeune, le chiffre le plus élevé depuis 1991.

Comme prévu, les flux migratoires de la main d'œuvre ont également fortement diminué, les migrant-e-s étant les premiers à être licenciés et renvoyés chez eux. On estime que les envois de fonds des migrant-e-s ont baissé de 7 à 10 pour cent, avec des conséquences néfastes sur les familles qui dépendent dans une large mesure de ces fonds pour survivre.

Dans ce contexte, le projet de l'ISP sur la migration et les travailleuses de la santé a continué à soutenir les activités des syndicats du secteur public s'efforçant de parer aux conséquences de la crise économique sur les services publics et de lutter contre les pertes d'emploi massives dans les pays d'origine et de destination. Les points forts du projet sont les suivants :

- Une réunion internationale de planification, débouchant sur la création de la politique et du programme d'action de l'ISP sur la



Paraguay

migration, le développement et les services publics (2010-2012). La politique et le programme d'action ont été adoptés par le Conseil exécutif. Voir [www.world-psi.org/migration](http://www.world-psi.org/migration).

- Une réunion régionale interaméricaine de planification, à laquelle ont participé les partenaires de projet des six sous-régions, a abouti à l'élaboration des divers plans de travail sous-régionaux, qui ont tous été mis en œuvre avec succès au cours de l'année.
- L'élaboration, l'impression et la distribution des dossiers de « pré-décision et information » et des « passeports syndicaux », des

outils utiles d'information et de recrutement. Pour l'heure, les dossiers de pré-décision et les passeports syndicaux sont disponibles au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud, à Fidji/ en Océanie, en Australie, dans les Bermudes, à la Barbade, au Brésil, au Paraguay, en Amérique centrale, dans la région andine, aux Philippines, aux États-Unis, au Canada et aux Pays-Bas. Des exemplaires peuvent être téléchargés sur le site web de l'ISP.

- Établir un dialogue avec les professionnels de la santé, dont la majorité sont des femmes, et les syndicaliser.
- Participer à diverses activités de plaidoyer et à des campagnes, notamment au 3ème Forum mondial sur la migration et le développement, qui a eu lieu à Athènes en novembre, et à la campagne sur la Journée internationale des migrants (18 décembre) ainsi qu'à la campagne mondiale de l'ISP sur le recrutement éthique des professionnels de la santé migrants.

Les partenaires du projet ont réagi à la crise économique en intégrant des mesures dans les activités du projet, visant à en enrayer les conséquences: la protection de la sécurité de l'emploi et les conditions de travail décentes grâce aux négociations collectives, le renforcement des capacités, et des campagnes d'information. ♦



Kenya - Journée internationale des migrants

# Renforcement syndical et solidarité internationale

## Financement

En 2009, l'ISP a géré 42 projets pour ses affiliés de 75 pays en Asie-Pacifique, en Afrique et dans les Pays arabes, en Amérique latine et en Europe centrale et de l'Est. Le tableau à la page 12 présente un résumé de l'ensemble des projets.

Au cours de l'année, plusieurs changements importants sont intervenus concernant le soutien aux projets, ce qui aurait pu entraîner une perte considérable de financement si cela n'avait pas suscité de réactions. Le principal changement était le nouveau critère pour la coopération au développement adopté par le gouvernement néerlandais. Cette modification a forcé l'ISP à renégocier sa structure de financement, à laquelle participent tant le *FNV Mondiaal* (le bras international de FNV, la fédération du mouvement syndical néerlandais) que d'autres organisations de solidarité. La plupart des projets africains ont été restructurés en 2009, avec une perte de financement minimale : ce même processus sera appliqué en Asie et partiellement en Amérique latine en 2010, et il est prévu que le financement néerlandais en Amérique latine soit sensiblement réduit vers la moitié de 2011.

Ce changement coïncidait avec la décision prise par le gouvernement suédois d'introduire de nouveaux systèmes pour sa coopération au

développement en déclarant que 2009 serait une « année de transition » pour l'évaluation de tous les projets en cours et pour la planification d'activités futures. L'ISP a été l'une des deux fédérations syndicales internationales à saisir cette occasion pour présenter une demande de programme au LO-TCO (le secrétariat suédois de la coopération au développement syndicale internationale). Ce programme, qui décrit le programme politique de l'ISP et démontre dans quelle mesure les 10 nouveaux projets contribuent à atteindre nos objectifs stratégiques, a été approuvé et débutera en 2010.

Suite à de longues négociations et grâce au soutien et à l'aide des affiliés de l'ISP dans les pays bailleurs de fonds, il a été possible de maintenir le même niveau de financement pour le renforcement syndical et la solidarité internationale qu'au cours des années précédentes.

## Projet LO-TCO/SKTF au Chili, 2005-2008

Dix observateurs syndicaux, spécialement formés aux techniques d'évaluation, et deux consultants externes ont évalué ce projet. Plus de 700 dirigeant-e-s formés ont participé à ce processus, examinant la manière dont les syndicats ont été consolidés au cours des quatre années précédentes grâce au renforcement des capacités, aux nouveaux moyens de

communication et aux campagnes. Les principaux résultats du projet sont les suivants :

- les jeunes travailleurs/euses et les travailleuses occupent davantage de postes de direction ;
- la campagne commune des affiliés a contribué à améliorer l'image des syndicats et à faire connaître la politique de l'ISP sur les services publics de qualité ;
- la formation sur les négociations collectives proposée par le personnel de SKTF, le syndicat suédois des employé-e-s des gouvernements locaux, a renforcé la capacité des syndicats à négocier de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail pour leurs membres.

Ces résultats ont servi de base à l'élaboration de nouveaux projets sectoriels dans le Cône Sud.

## Projet de cercles d'études en Afrique australe 2006-2008

L'objectif de ces cercles d'études, établis dans le cadre du projet 2006-2008, était de sensibiliser les membres à la question des services publics de qualité afin de soutenir les campagnes sur les services de qualité menées par la direction et d'améliorer le recrutement. L'évaluation était basée sur une approche participative dotant les syndicats des compétences nécessaires pour mener des recherches, réunir des informations et analyser les résultats dans quatre pays (Maurice et Rodriguez, Namibie, Swaziland et Zambie).

Les résultats de l'évaluation ont montré que l'approche plus large du projet par rapport aux services publics de qualité a eu un impact sur ces pays et a permis de braquer les projecteurs sur cette question au niveau national. C'est ce qui est ressorti durant les entretiens et dans les groupes de discussion, ainsi que dans les recherches sur les médias. L'évaluation a également conclu qu'en dépit de la pertinence des cercles d'étude, ces derniers butaient sur des problèmes de mise en œuvre aux niveaux national et syndical. Le rapport d'évaluation recense



Atelier de renforcement des capacités pour le personnel, à Mumbai.





Algérie

en détails les causes de ces problèmes. Il conclut essentiellement que la conception et la structure du projet étaient trop vastes pour renforcer les capacités au niveau national et mesurer les résultats de manière adéquate. En outre, les résultats du projet et des cercles d'études étaient souvent basés sur des hypothèses fragiles.

L'analyse a fourni à l'ISP des conclusions et des recommandations qui vont bien au-delà de la composante du projet basée sur les cercles d'étude et le rapport d'évaluation sera un outil important pour formuler une approche plus efficace aux activités de soutien solidaire dans cette sous-région.

### Projet LO-TCO en Turquie 1996–2008

Cette évaluation a été menée par des consultants en Turquie, en coopération avec les affiliés qui ont contribué à élaborer le mandat ainsi qu'à réunir et valider les informations. Mis en œuvre en trois phases – formation syndicale, restructuration du secteur public et droits syndicaux –, le projet prévoyait des ateliers de formation et des actions de campagne.

Les responsables de l'évaluation ont fourni une analyse très perspicace et exhaustive, non seulement sur les résultats du projet mais également sur le développement des syndicats du secteur public en Turquie pendant cette période. Ils ont souligné que, dans de nombreux cas, les résultats étaient durables et

supérieurs aux objectifs fixés. Par exemple, les affiliés de l'ISP collaborent désormais sur des questions communes et un comité de coordination nationale mis en place se réunit régulièrement. Les campagnes syndicales communes sectorielles ont permis de créer des commissions syndicales conjointes qui continuent à mener leurs propres initiatives. La stratégie des « procès communs » visant à aborder les droits syndicaux devant la Haute Cour a abouti à des centaines de procès pilotes qui sont utilisés de manière efficace pour lutter contre les coups portés par le gouvernement contre les droits syndicaux.

Les problèmes essentiels recensés par l'évaluation étaient les suivants : aucune amélioration concernant l'égalité de genre dans les syndicats (la proportion de femmes dirigeantes est identique à celle des femmes dans la société en général) et les changements constants à la direction des syndicats, ce qui fait parfois obstacle à la continuité des projets.

### Évaluation de l'impact en Afrique de l'Est

Dans le prolongement de l'évaluation externe menée en 2008, les jeunes membres et le personnel syndical (quatorze femmes et sept hommes) ont été formés par un consultant afin de mener des recherches orientées vers l'action pour déterminer dans quelle mesure les activités du projet ont

influencé la mise en œuvre de la politique de l'ISP dans la sous-région. Ils ont mené des travaux de recherche en équipes avant d'assister à un atelier permettant d'échanger des informations. Plusieurs jeunes dirigeants syndicaux sont donc désormais dotés des compétences nécessaires pour mener des recherches orientées vers l'action concernant des questions spécifiques pour les campagnes et le plaidoyer syndicaux. Ces dirigeants syndicaux ont confirmé et démontré qu'ils avaient l'intention de mettre à profit cette expertise à l'avenir.

Au cours de l'année, le consultant a lancé le processus d'évaluation de l'impact en effectuant des recherches documentaires et des entretiens en Tanzanie. L'évaluation de l'impact permet de voir si le projet en Afrique de l'Est a influencé les résultats de la politique et des activités de plaidoyer de l'ISP dans la sous-région. Les enseignements tirés de cet exercice seront utilisés lors d'un atelier en 2010 afin d'aider le Secrétariat de l'ISP à élaborer une approche permettant à cette dernière de devenir une organisation axée sur l'apprentissage et les résultats.

### Nouveaux projets

Étant donné que 2009 était une année de transition pour la plupart des projets, peu de nouveaux projets ont vu le jour :

- en Amérique latine, les affiliés du Paraguay ont demandé de l'aide en matière de renforcement des capacités afin de saisir l'occasion historique de nouer le dialogue avec le nouveau gouvernement progressiste ;
- en Asie, un projet pilote a été mené en vue de préparer un projet de grande envergure visant à renforcer l'influence des syndicats au sein de la Banque asiatique de développement ;
- en Afrique, un nouveau projet dans le secteur de l'eau a été préparé au Kenya en collaboration avec Abvakabo.

### Coopération avec les syndicats mondiaux

Les responsables du Département de renforcement syndical et solidarité internationale ont participé à plusieurs activités menées conjointement avec

les Syndicats Mondiaux, y compris un comité de rédaction élaborant un Manuel de projets convivial à l'intention des syndicalistes pour remplacer le manuel produit par les organisations solidaires il y a quelques années. Ils ont également participé à un groupe de travail chargé d'élaborer des formulaires de rapports financiers communs.

Les responsables du Département de renforcement syndical et solidarité internationale ont également assisté à des réunions du Réseau syndical de coopération au développement, dirigé par la Confédération syndicale internationale. Ce réseau vise à encourager un dialogue structuré entre les partenaires de renforcement syndical aux niveaux international et régional, et à faire des syndicats des parties prenantes à part entière dans le développement. ♦

## Récapitulatif des projets

### Répartition du budget en 2009

Région interaméricaine	€ 1 063 000	(36%)
Afrique et Pays arabes	€ 960 000	(32%)
Asie-Pacifique	€ 633 000	(21%)
International	€ 190 000	(6%)
Europe	€ 146 000	(5%)
Total	€ 2 992 000	(100%)
Budget total des projets en 2008	€ 3 033 000	(100%)

### Contributions des bailleurs de fonds en 2009

FNV Mondiaal, Pays-Bas	44%
Centre de solidarité syndicale de Finlande (SASK)	20%
Conseil suédois de coopération syndicale internationale (LO-TCO)	16%
IMPACT (affilié irlandais de l'ISP)	10%
Fondation Friedrich Ebert, Allemagne (FES)	4%
Conseil syndical danois pour la coopération au développement international (LO-FTF)	3%
Abvakabo/FNV (affilié néerlandais de l'ISP)	1%
Fédération nordique des syndicats des travailleurs/euses municipaux (KNS)	1%
Bureau de l'OIT pour les activités des travailleurs/euses (ACTRAV)	1%

## Activités de renforcement syndical de l'ISP financées en 2009

REGION	BAILLEURS DE FONDS	TITRE DU PROJET	BUDGET
<b>AFRIQUE/PAYS ARABES</b>			
<b>Afrique anglophone</b>			
Afrique de l'Est (Ghana, Nigeria, Sierra, Leone)	FNV	Restructuration du secteur public & renforcement syndical	143 418
Afrique de l'Ouest (Kenya, Tanzanie, Ouganda)	FNV/LOTCO/Kommunal	Projet intermédiaire sur les services publics de qualité	156 024
<b>Afrique australe</b>			
Afrique australe	SASK/JHL/FNV/LOTCO/SKTF	Projet intermédiaire sur le renforcement syndical	308 000
<b>Afrique francophone</b>			
B Faso, Tchad, Guinée, Niger, Mali, Togo	FNV/LOTCO/ST	Renforcement syndical	165 000
République démocratique du Congo	IMPACT	Renforcement des capacités	20 000
Cameroun	IMPACT	Renforcement syndical	13 500
<b>Pays arabes</b>			
Afrique du Nord	FES	Promouvoir les services publics de qualité	10 000
Moyen-Orient	FNV/FES/IMPACT	Campagnes pour les droits des travailleurs/euses	144 037
<b>Total Afrique/pays arabes</b>			<b>959 979</b>
<b>ASIE/PACIFIQUE</b>			
<b>Régional</b>			
Régional	FES	Promouvoir les services publics de qualité	16 000
Régional	FES	Activités de l'ISP lors de la réunion annuelle BAsD	30 000
Régional	SASK/KNS	Projet de planification BAsD	16 720
<b>Asie du Sud</b>			
Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka	FNV/SASK/JHL	Égalité hommes-femmes dans le secteur de la santé	143 950
Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka	LOTCO/SEKO	Renforcement des capacités, campagnes et syndicalisation	95 000



REGION	BAILLEURS DE FONDS	TITRE DU PROJET	BUDGET
<b>Asie du Sud-Est</b>			
Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande	FNV/SASK/JHL	Droits syndicaux	128 000
Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande	FNV/SASK/JHL	Égalité hommes-femmes dans le secteur de la santé	123 400
Indonésie	SASK/JHL/KNS	Renforcement syndical	80 308
<b>Total Asie/Pacifique</b>			<b>633 378</b>

<b>EUROPE</b>			
<b>Europe du Sud-Est</b>			
Turquie	IMPACT/LO/TCO/ Kommunal/SKTF	Droits syndicaux	65 000
Bulgarie, Moldavie, Roumanie	ABVAKABO/FNV	Renforcement des capacités	45 490
Moldavie	LO/TCO/SKTF	Planification stratégique	30 000
République tchèque/Slovaquie	IMPACT	Motiver les jeunes membres syndicaux	6 000
<b>Total Europe</b>			<b>146 490</b>

<b>INTERAMÉRIQUES</b>			
<b>Régional</b>			
Régional	FES	Organiser la fédération sectorielle universitaire	23 000
Régional	FES	Organiser la fédération sectorielle judiciaire	13 000
Régional	FES	Organiser la fédération sectorielle énergétique	12 000
<b>Région andine</b>			
Aruba, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela	IMPACT/FNV	Égalité et équité dans les services publics	208 746
Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela	SASK/JHL/KNS	Défendre l'eau en tant que droit humain	71 503
Pérou	SASK/JHL/KNS	Promouvoir la participation des syndicats dans les PUP	28 800
Colombie	SASK/JHL/KNS	Site web sur les droits syndicaux	26 000
Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela	FNV	Droits syndicaux dans le secteur municipal	78 000
<b>Brésil</b>			
Brésil	IMPACT	Équité salariale	35 000
Brésil	FNV	Droits syndicaux dans le secteur municipal	95 250
Brésil	FNV	Égalité des chances	23 400
<b>Caraïbes</b>			
Caraïbes	FES	Atteindre une justice pour les femmes	8 000
<b>Amérique centrale</b>			
Amérique centrale/Mexique/Rép.dom	SASK/JHL	Renforcement syndical	100 000
Honduras, Guatemala, Nicaragua	LO/FTF	Réseau du secteur de la santé	102 561
Amérique centrale/Mexique/Rép. Dom	FNV	Droits syndicaux dans le secteur municipal	29 100
<b>Cône Sud</b>			
Cône Sud	LOTCO/SKTF	Renforcement syndical	80 000
Cône Sud	IMPACT	Jeunes travailleurs/euses	33 350
Cône Sud	IMPACT	Campagnes sur l'égalité hommes-femmes	35 000
Cône Sud	IMPACT	Réformes du secteur de la santé	38 000
Paraguay	IMPACT	Services publics de qualité	22 000
<b>Total Interamériques</b>			<b>1 062 710</b>
Projets internationaux	FNV/IMPACT/ILO	Les femmes et la migration dans le secteur de la santé	130 150
	SASK/JHL	Forum mondial sur l'eau	59 637
<b>Total projets internationaux</b>			<b>189 787</b>

<b>ENSEMBLE DES RÉGIONS</b>			<b>2 992 344</b>
-----------------------------	--	--	------------------

# Europe

La région Europe de l'ISP et la Fédération syndicale européenne des services publics ont fait le dernier pas vers la fusion, lors du Congrès de la FSESP, en juin 2009, lorsque les délégué-e-s ont voté à l'unanimité pour adopter les modifications nécessaires aux statuts de la FSESP. Ce fut un moment historique, auquel ont assisté des délégué-e-s de Lisbonne à Vladivostok en passant par Reykjavik et Douchanbé, pour mettre au point les politiques syndicales communes pour les années à venir.

La FSESP a pris en charge les activités européennes communes dès le 1er janvier 2010. Depuis cette date, les secrétaires sous-régionaux de l'ISP en Europe centrale et de l'Est font rapport à la Secrétaire générale de la FSESP, Carola Fischbach-Pyttel. Les documents relatifs à la fusion prévoient une période de transition du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2012, au cours de laquelle les dispositions de l'accord de coopération ainsi que les accords financiers et transitionnels pourront être réexaminés.

Tous les pays européens ont été touchés par le fait que les banques se sont débarrassées de leurs dettes en les transférant aux gouvernements et aux contribuables. Les gouvernements, à leur tour, se sont efforcés de combler les déficits budgétaires aux dépens des services publics et des programmes sociaux. Le chômage a augmenté et les employé-e-s des services publics subissent des réductions des salaires et



des pensions. Les conditions exorbitantes liées aux prêts accordés par le Fonds monétaire international, notamment celles appliquées à la Roumanie, à la Turquie, à la Moldavie, à la Hongrie, à la Serbie, à l'Ukraine, au Belarus, à la Lituanie et à la Lettonie, ont suscité de grandes actions de protestation chez les affiliés.

Trente projets et activités de renforcement des capacités ont été organisés et financés par l'ISP dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. Qu'ils concernent les problèmes liés à la mondialisation pour les travailleurs/euses de la santé, les services publics de distribution et l'administration, le recrutement de membres, les négociations collectives, les droits

syndicaux, les questions d'égalité de genre, la migration ou les jeunes travailleurs/euses, pratiquement tous ces projets ont dû être adaptés pour intégrer des réponses au fardeau supplémentaire de la crise financière.

Lors de la réunion du collège électoral de la région méditerranéenne, à Tel Aviv, l'ISP et la FSESP ont organisé une mission d'enquête en Israël et en Palestine pour en apprendre davantage sur la situation actuelle et pour explorer les possibilités d'encourager la coopération entre les syndicats des services publics des deux côtés du mur séparant Israël et les territoires occupés. Il a été conclu qu'en raison des circonstances politiques actuelles, les possibilités de coopération pratique sont limitées. Les syndicats d'Israël ont conclu un accord avec leur gouvernement concernant les mesures à prendre face aux conséquences de la crise internationale et le renforcement de leur propre rôle en matière de prises de décisions sociales et économiques. ♦



*L'ISP Europe et la FSESP ont voté en faveur de la fusion en juin 2009...avec des délégué-e-s de Lisbonne à Vladivostok en passant par Reykjavik et Douchanbé, réunis pour mettre au point les politiques syndicales communes pour les années à venir.*



# Interamériques

En 2009, la durabilité était un thème récurrent dans cette région, en particulier la durabilité de l'emploi, menacée dans plusieurs pays. En dépit du grand nombre de gouvernements démocratiques dans la région, les problèmes liés aux droits humains et syndicaux sont loin d'être résolus.

L'ISP a organisé des missions dans plusieurs pays, a soutenu les plaintes portées devant l'Organisation internationale du Travail, a participé à des manifestations et a tout mis en œuvre pour appuyer ses affiliés :

- **Honduras** – après le coup militaire et les actes de violence permanents perpétrés contre les syndicats, il s'agit à présent de mettre sur pied une assemblée nationale constituante afin de restaurer la démocratie dans le pays.
- **Colombie** – Margarita Lopez, présidente de SINTRACUAVALLE, a été menacée de mort en raison de sa lutte contre la privatisation de l'eau et en faveur de SINTRAENSIRVA, qui est détruite à cause de la liquidation de l'entreprise.
- **Porto Rico** – mobilisation contre les projets néolibéraux de licenciements massifs et de privatisation sur l'île.
- **Équateur** – faire face à l'absence de négociations collectives et à la non-reconnaissance des syndicats par le gouvernement.

- **Venezuela** – résoudre le problème de manque de négociations collectives et créer des syndicats parallèles.

- **Mexique** – faire face aux attaques perpétrées contre les syndicats des secteurs électrique et minier.

L'ISP a participé au Sommet syndical des Amériques, qui a eu lieu à Trinité-et-Tobago, en avril, en même temps que le sommet présidentiel. Le sommet des syndicats a adopté plusieurs documents, notamment un sur les droits des travailleurs/euses concernant l'intégration régionale et le développement durable, y compris des questions liées à la protection des services publics de qualité.

*En dépit du grand nombre de gouvernements démocratiques dans la région, les problèmes liés aux droits humains et syndicaux sont loin d'être résolus.*

L'ISP a également participé pour la première fois à la Conférence interaméricaine des ministres du Travail, qui a eu lieu à Buenos Aires, en novembre. Tous les ministres du Travail des pays de la région se sont réunis à l'occasion de cette conférence biennale

organisée par l'Organisation des États américains. Dans cette enceinte, en collaboration avec la Confédération syndicale des Amériques, l'ISP peut présenter des plaintes concernant la violation de droits humains et syndicaux et plaider en faveur de lois favorables à la négociation collective dans le secteur public sur l'ensemble du continent américain.

Entre-temps, en Jamaïque, avec le soutien du bureau des fédérations syndicales internationales à Washington, nos affiliés locaux cherchent à surveiller les prêts que le Fonds monétaire international accorde au pays et qui stipulent que ce dernier doit entreprendre tout un train de mesures néolibérales. Grâce à ce contrôle, les affiliés seront en mesure d'intervenir en faveur d'un modèle de développement durable et des droits humains et syndicaux.

En 2009, l'ISP a soutenu la création de la Confédération des travailleurs/euses des secteurs privé et public en Haïti (avant le séisme de 2010) et a aidé à consolider la Confédération des travailleurs/euses des universités des Amériques et du secteur judiciaire. Des réunions régionales ont été organisées dans les secteurs municipal, énergétique et du gouvernement central.

En outre, les comités contre le racisme et le comité régional des jeunes continuent à se réunir chaque année. ♦



Honduras

# Afrique et pays arabes



La 11ème Conférence régionale de l'ISP pour l'Afrique et les Pays arabes (AFRECON) a eu lieu à Hammamet, en Tunisie, du 25 au 27 mars 2009. Le sujet principal de la conférence était « Promouvoir des services publics de qualité pour tous et toutes en Afrique et dans les Pays arabes » et l'orateur principal était Adbeljelil Bedaoui, docteur en économie et en sciences sociales de Tunisie.

Précédée d'ateliers pour le Comité des femmes et le Comité des jeunes, cette conférence a réuni 83 délégué-e-s, 22 observateurs/trices, 17 visiteurs/euses et 8 invité-e-s. Les participant-e-s ont demandé à l'ISP de continuer à renforcer les capacités de ses affiliés à établir un dialogue avec les gouvernements et les institutions financières internationales afin de leur permettre d'influencer les politiques en matière de services publics.

## La sous-région d'Afrique australe

Le Secrétaire général de l'ISP, Peter Waldorff, a participé au congrès du *South Africa Municipal Workers Union* (syndicat des travailleurs/euses municipaux d'Afrique du Sud), à Bilabila, dans la province de Limpopo en Afrique du Sud, du 4 au 6 novembre 2009. Il a également participé à la célébration du 20ème anniversaire du *Police and Prisons Civil Rights Union* (syndicat pour les droits civils dans la police et les prisons), à Bloemfontein, dans la province de l'État libre.

## La sous-région des Pays arabes

- **Le projet FNV (droits des travailleurs/euses)** – le projet FNV relatif aux campagnes en faveur des droits des travailleurs/euses au Moyen-Orient (Jordanie, Liban, Egypte et Palestine) a été lancé en 2009. Une série d'activités ont été mises en œuvre dans ces quatre pays, notamment un code de conduite pour

les syndicats et la formation d'un groupe indépendant de formateurs en Jordanie.

- **Le projet FES (services publics de distribution)** – un atelier a été organisé au Maroc pour les trois pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie et Maroc) afin de renforcer les services publics de qualité dans les secteurs de l'eau et de l'électricité. Des programmes ont été mis en place en vue de développer davantage les secteurs concernés pour leur permettre de fournir des services publics de qualité.
- **Les droits syndicaux** – un grand nombre de violations des droits syndicaux ont été perpétrées en 2009 en Algérie, comme l'a signalé l'affilié de l'ISP SNAPAP (Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique), y compris des agressions de la police contre des syndicalistes et l'interdiction faite au président du SNAPAP de quitter le pays pour participer à une réunion internationale. Meryeme Mehdi a organisé une grève de la faim pour



protester contre son expulsion de *British Gas*, une entreprise multinationale.

- **SUBRAC 2009** – la conférence a accueilli un nouveau syndicat indépendant d'Égypte, le *Independent General Union of Real Estate Tax Authority Workers* (Syndicat général indépendant des travailleurs/euses de la RETA, l'autorité des impôts fonciers), qui a été fortement soutenu par l'ISP.

### Affiliés d'Afrique de l'Est et de l'Ouest

- **Dialogue social de l'OIT** – trois membres de groupes de travail nationaux ont participé à une retraite, en février 2009, au cours de laquelle ils ont élaboré un cadre stratégique intégré et un plan d'action sur cinq ans pour gérer la migration des professionnels de la santé dans le cadre de la politique de migration des travailleurs/euses. Le renforcement des capacités pour toutes les parties prenantes était une question intersectorielle devant également être

abordée. Cela a été fait grâce à des programmes d'échange entre le Kenya et d'autres pays pour aider à diffuser les exemples de meilleures pratiques.

- **Séminaire des jeunes travailleurs/euses** – des jeunes travailleurs/euses des six affiliés de l'ISP au Ghana ont été invités à participer à un atelier sur le recrutement de nouveaux membres, le syndicalisme, le droit du travail, le traitement des plaintes et les compétences en matière de communication. Cet atelier a contribué au renforcement des capacités des jeunes travailleurs/euses parmi les affiliés au Ghana.

### Sous-région de l'Afrique francophone

Les activités de 2009 portaient essentiellement sur le renforcement des capacités grâce à des formations sur les femmes assumant des fonctions de directions, la négociation et la syndicalisation des jeunes travailleurs/euses. Les campagnes portaient notamment sur le VIH/Sida, les systèmes de prélèvement des cotisations à la

source et le recrutement de nouveaux membres, en particulier de jeunes.

- **Atelier pour les jeunes travailleurs/euses, Mali** – cet atelier a réuni des jeunes travailleurs/euses des affiliés de l'ISP au Mali afin d'améliorer leurs compétences en matière de syndicalisation et de recrutement, de droit du travail et de communication.
- **Journée internationale des services publics, Tchad** – les affiliés de l'ISP au Tchad ont saisi cette occasion pour mettre en évidence les défis auxquels sont confrontés les travailleurs/euses du secteur public au Tchad et les mesures entreprises par les syndicats pour relever ces défis. ♦



Meryeme Mehdi, Algérie

## Asie-Pacifique

L'ISP a 129 syndicats affiliés dans la région Asie-Pacifique et environ deux millions de membres dans 26 pays. Le rôle principal de l'organisation régionale de l'ISP en Asie-Pacifique consiste à établir des syndicats solides dans le secteur public des pays en développement afin de contribuer à améliorer l'efficacité des services publics, de répondre aux préoccupations des travailleurs/euses et de garantir l'égalité et la justice sociale. A cette fin, il s'est révélé nécessaire d'élaborer un plan d'action solide, sur lequel les activités de 2009 sont axées.

### Banque asiatique de développement

La réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement a eu lieu à Bali, en Indonésie, du 2 au 5 mai 2009. Quatre-vingt dirigeants syndicaux de l'ISP

de la région ont participé à la réunion et organisé diverses activités à Bali, en collaboration avec d'autres syndicats mondiaux tels que l'IBB et UNI. La

délégation a participé à la réunion de la société civile à laquelle le président de la BASD a assisté. Elle a présenté une déclaration conjointe sur la création d'un



Deux mille personnes ont participé à l'ouverture officielle de la 42<sup>ème</sup> Réunion annuelle de la BAD, à Bali, en Indonésie.

« bureau du travail » chargé de contrôler le respect des normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du Travail.

Le 27 mai, les bureaux régionaux de la Confédération syndicale internationale et d'autres fédérations syndicales internationales ont organisé une réunion de dialogue avec la BASD à son siège à Manille. La délégation a abordé essentiellement les questions du travail précaire, des normes fondamentales du travail dans les projets de la BASD, de la crise financière et du travail décent. Le bureau régional a participé à un atelier organisé par la BASD sur « l'aide sociale et les transferts de fonds assortis de conditions », les 23 et 24 juillet, à Manille.

L'APRO de l'ISP a organisé un atelier de planification stratégique, du 1er au 3 septembre 2009, à Manille, dirigé par le Centre de solidarité syndicale de Finlande et la Fédération nordique des syndicats des travailleurs/euses municipaux (SASK-KNS) en vue de consolider les activités de campagne. Les représentant-e-s syndicaux de l'APRO ont rencontré le président de la BASD le 2 décembre et ont organisé une réunion avec les directeurs exécutifs de la banque le 4 décembre, rappelant la nécessité de mettre en place un bureau du travail dans la BASD. L'APRO a réussi à obtenir l'appui de plusieurs membres du parlement pour cette campagne. Elle a également élaboré des panoplies sur la BASD visant à sensibiliser les affiliés.

### Atelier conjoint ISP Japon/Corée sur la santé

Cent membres de syndicats du secteur de la santé du Japon et de la Corée ont organisé un atelier conjoint, à Séoul, pour célébrer la Journée internationale des personnels infirmiers (le 12 mai). Les professionnels de la santé coréens et japonais ont mené une étude comparative sur leurs conditions de travail et le syndicat des travailleurs/euses médicaux et de la santé coréen a présenté les résultats des études détaillées qu'il avait préparées. Les rapports portaient essentiellement sur le travail posté, les heures supplémentaires et la grave pénurie de personnel infirmier dans les hôpitaux. Parmi les problèmes importants évoqués par le rapport, on dénombre

le « Karou-shi » (décès causé par le surmenage), le suicide et la violence.

### Séminaire conjoint ISP/UNI sur la migration

Depuis que les gouvernements du Japon et des Philippines ont signé l'Accord de partenariat économique Japon/Philippines en septembre 2006, 273 infirmiers/ères et soignant-e-s ont migré des Philippines vers le Japon. Le 25 juin 2009, l'ISP et UNI – qui représentent toutes deux des syndicats de personnel infirmier et de personnel soignant dans les deux pays – ont organisé conjointement un séminaire sur la migration, à Tokyo. Les participant-e-s ont souligné le manque d'activités syndicales, en particulier comparé aux activités des gouvernements et des employeurs, et sont convenus d'élaborer l'Accord de partenariat syndical Japon/Philippines le plus rapidement possible et de promouvoir le dialogue et les activités conjointes entre les syndicats des deux pays.

### Atelier de lancement de la campagne sur la taxe de solidarité internationale

De concert avec l'IBB et UNI, l'APRO de l'ISP a lancé une campagne relative à la taxe de solidarité internationale. Le lancement de la campagne a eu lieu à Jakarta, en Indonésie, les 11 et 12 août. L'atelier a débouché sur une déclaration d'intention et un programme d'action.

### Suivi de l'atelier sur la campagne SPQ

Un atelier annuel de suivi sur les services publics de qualité a été organisé du 1er au 3 décembre 2009, à Manille. Soixante-quinze participant-e-s de 19 pays ont discuté des projets en cours. Un projet de campagne pour 2010-2011 et une résolution sur les droits syndicaux en Corée ont été adoptés à l'unanimité.

### Activités des réseaux

L'APRO de l'ISP a mis en place des activités de réseaux pour les services publics de distribution, les services sociaux et de santé, les pompiers, les ambulanciers et les jeunes. Les coordonnateurs et coordonnatrices des réseaux publient régulièrement des bulletins d'information sur les questions sectorielles et diverses activités et participent aux ateliers annuels.

### Projets

L'APRO de l'ISP prévoit des projets sur l'égalité de genre et la santé pour les professionnels de la santé, sur les droits syndicaux pour les fonctionnaires de l'administration publique ainsi qu'un projet de renforcement des capacités pour les représentant-e-s syndicaux au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, en Mongolie, aux Philippines, au Népal, au Sri Lanka et en Thaïlande. ♦



# Nouveaux affiliés de l'ISP en 2009

## Afrique et pays arabes

- ★ Judicial Services Staff Association of Ghana
- ★ Kenya Union of Commercial, Food and Allied Workers
- ★ Middle East Airlines and Affiliates Companies Syndicate, Liban
- ★ National Public Sector Health Workers Association, Libéria
- ★ Real Estate Tax Authority Union, Égypte
- ★ Syndicat National de l'Électricité et de l'Électronique, Libye
- ★ Uganda Public Employees Union (re-affiliation)
- ★ National Union of Civil Servants, Sierra Leone (re-affiliation)
- ★ Municipal and Local Government Employees' Union, Sierra Leone (re-affiliation)

## Asie-Pacifique

- ★ Health Professional Organization of Nepal
- ★ The Government Employees Association of Thailand (GEAT)

## Interamériques

- ★ Asociación Nacional de Abogados/as al Servicio del Estado (ANDAE), Colombie
- ★ Asociación Nacional de Funcionarios Judiciales, Administrativos y Apoyo Jurisdiccional de Bolivia (ANAFUJA)
- ★ Asociación Nacional de Trabajadores de las Universidades Estatales (ANTUE), Chili
- ★ Asociación Nacional de Trabajadores del Sistema General de Seguridad Social en Salud (ASOSISALUD), Colombie
- ★ Californian Nurses Association (CNA/NNOC), États-Unis d'Amérique
- ★ Central Sindical de Trabajadores del Estado Paraguayo (CESITP), Paraguay
- ★ Colegio Médico de Pichincha, Équateur
- ★ Confederação Nacional dos Trabalhadores em Comércio e Serviços, Brésil
- ★ Confederación Nacional de Servidores Públicos del Ecuador (CONASEP)
- ★ Confederación Sindical de Trabajadores de la Salud Pública en Bolivia
- ★ Confédération des Travailleurs et Travailleuses des Secteurs Public et Privé, Haïti
- ★ Federação de Sindicatos de Trabalhadores das Universidades Brasileiras (FASUBRA), Brésil
- ★ Federación de Trabajadores de Luz y Fuerza del Perú
- ★ Federación Nacional de Funcionarios (FENAFUECH), Chili
- ★ Federación nacional de funcionarios de la Subsecretaría de Salud Pública (FENFUSSAP)
- ★ Federación Nacional de Sindicatos de Obreros de las Universidades y Escuelas Politécnica del Ecuador (FENASOUPE)
- ★ Federación Nacional de Trabajadores de las Universidades del Perú (FENTUP)
- ★ Federación Nacional de Trabajadores de las Universidades y Escuelas Politécnicas del Ecuador (FENATUPE)

- ★ Federación Nacional de Trabajadores Estatales, République dominicaine
- ★ Federación Regional de Trabajadores del Sector Salud de Lima – Callao y Provincias de Lima (FERSALUD), Peru
- ★ Federación Sindical de Profesionales de la Salud de la República Argentina (FESPROSA)
- ★ Sindicato de Funcionarios Judiciales del Paraguay (SIFJUPAR)
- ★ Sindicato de Obreros y Empleados de la Municipalidad de Asunción (SINOEMA), Paraguay
- ★ Sindicato de Trabajadores de la Universidad Nacional de Costa Rica
- ★ Sindicato de Trabajadores del Poder Judicial del Distrito Federal, Mexique
- ★ Sindicato dos Eletricários de São Paulo, Brésil
- ★ Sindicato dos Trabalhadores na Administração Pública e Autarquias do Município de São Paulo (SindSep), Brésil
- ★ Sindicato dos Trabalhadores Públicos da Saúde no Estado de São Paulo (SindSaúde), Brésil
- ★ Sindicato Nacional de Servidores Públicos del Estado Colombiano (SINTRAESTATALES)
- ★ Sindicato Nacional de Trabajadores Municipales y Distritales de Colombia (SINTRAMUNICIPALES)
- ★ Sindicato Único de Trabajadores Judiciales de Venezuela (SUONTRAJ)
- ★ Sindicato Unico del Personal Aduanero de la República Argentina (SUPARA)

## Europe

- ★ The Independent Trade Union the Workers of Energy, Miners and Industry of Macedonia
- ★ The Trade Union Republican Committee of the Energetic Employees (SINDENERGO), Moldavie
- ★ Autonomous Trade Union in Power Industry, Chemistry and non-Metal Industry in Croatia (EKN TU)
- ★ Odborový svaz Transgas in Czech Republic (OS Transgas)
- ★ Sindikat Komunale, Varovanja in Poslovanja z Nepremiženami Slovenije (SKVNS), Slovénie
- ★ Energy Workers Union of Tajikistan

## International

- ★ Syndicat du personnel du Bureau International du Travail



# Aperçu général des finances de l'ISP en 2009

BILAN DES RECETTES ET DES DÉPENSES		2009	2008
au 31 décembre		EUR	EUR
		Réel	Réel
<b>RECETTES</b>			
COTISATIONS DES AFFILIÉS		7 979 550	7 348 287
AUTRES RECETTES		1 232 544	1 118 009
TOTAL DES REVENUS DE L'ISP		9 212 094	8 466 296
RECETTES D'ACTIVITÉS FINANCÉES		2 109 942	2 377 408
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>11 322 036</b>	<b>10 843 704</b>
<b>DÉPENSES</b>			
ACTIVITÉS STRATÉGIQUES DU SIÈGE		510 529	680 802
RÉUNIONS		583 633	434 677
RÉGIONS			
	Afrique et pays arabes	1 644 394	1 657 037
	Asie-Pacifique	1 280 374	1 301 859
	Interamériques	1 680 672	1 579 238
	Europe	970 344	1 121 095
	Projets financés dans le monde entier	117 931	264 591
FRAIS DU SIÈGE		3 343 435	3 783 004
AUTRES FRAIS		441 263	493 426
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE L'ISP</b>		<b>10 572 575</b>	<b>11 315 729</b>

Les états financiers de 2009 vérifiés affichent un excédent de €749 461. Ce montant est essentiellement imputable à une augmentation des recettes et à des réductions en matière de dépenses.

Concernant les recettes, le montant total des cotisations s'élève à €7 979 550 (y compris les arriérés) en 2009, soit 8,59% (€631 263) de plus qu'en 2008.

Les dépenses totales s'élèvent à €314 094 de moins que prévu dans le budget et 32,2% des dépenses sont allouées à des activités stratégiques.

## Gestion rigoureuse

Depuis la dernière période de Congrès, l'ISP a beaucoup investi dans l'amélioration des procédures financières et de la gestion afin d'accroître l'efficacité et d'optimiser l'utilisation des ressources.

## Transparence financière pour nos affiliés

D'importants efforts ont été entrepris pour veiller à ce que les rapports et les états financiers soient le plus transparents possibles pour nos administrateurs, le conseil exécutif et nos affiliés.

## Responsabilité et contrôles externes

Tous les comptes de l'ISP du siège et des bureaux de l'ISP de par le monde ont été contrôlés par des vérificateurs aux comptes externes, conformément aux lignes directrices de l'ISP relatives aux audits. Tous les projets financés par des sources externes ont été minutieusement vérifiés et contrôlés par des vérificateurs aux comptes externes dans les bureaux régionaux et au siège.

## Administrateurs

Le Conseil d'administration se réunit régulièrement et approuve les investissements, les achats et d'autres transactions financières de grande importance. Suite à la crise financière, l'accent a été mis sur les investissements sûrs à court et à moyen terme pour l'ISP.

## Nouvelles technologies et transparence financière

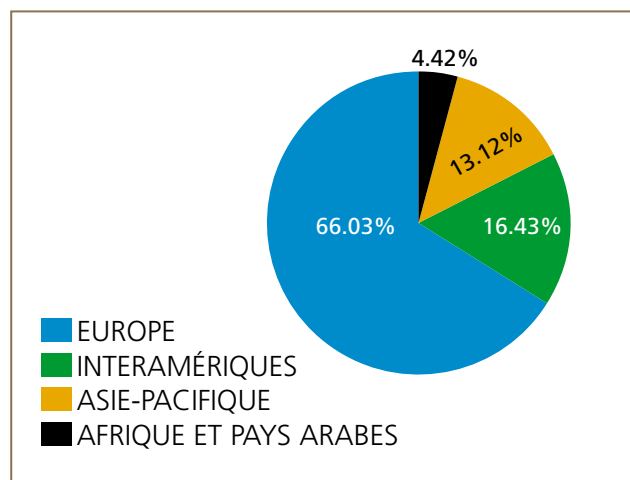
L'ISP a investi dans une nouvelle base de données sur Internet plus performante, traitant des affiliés et des cotisations, et directement reliée au système de comptabilité. Le nouveau système facilite le contrôle et le suivi des cotisations, des reçus, des rappels et de l'organisation de réunions statutaires. Il pourra être consulté sous peu par tous les bureaux régionaux de l'ISP.

## Nouveau format de budget et nouveau plan comptable

En 2009, la direction de l'ISP a introduit un nouveau format budgétaire avec un nouveau plan comptable devant être mis en œuvre en janvier 2010. Ces nouveaux instruments financiers renforceront la transparence et amélioreront le contrôle et la responsabilité dans les finances de l'ISP.

## Revenus des cotisations par région en 2009

La situation concernant le fonds de solidarité, le fonds du centenaire et les fonds spécifiques liés aux catastrophes humanitaires à la fin 2009 est affichée ci-dessous. Des efforts ont été entrepris en vue de recenser les besoins et de venir plus rapidement en aide aux syndicats affiliés. A la fin de 2009, le montant total des fonds d'aide recueilli après les tremblements de terre au Pérou et en Inde avait été dépensé. Le nouveau fonds d'aide de l'ISP centralisera le solde de ces fonds pour les catastrophes et sera uniquement utilisé pour des activités de solidarité.



	BILAN AU DÉBUT DE L'ANNÉE	DONS AU FONDS	DÉPENSES DU FONDS	TRANSFERT VERS UNE AUTRE RÉSERVE	BILAN À LA FIN DE L'ANNÉE
<i>Euros</i>					
FONDS AFRICAÏN	48 101	1 958	-	-	50 059
FONDS D'ASIE-PACIFIQUE	288 330	77 423	-115 752	-	250 001
FONDS POUR LE SÉISME EN INDE	37 308	-	-	-	37 308
FONDS POUR LE TSUNAMI	84 835	40 824	-10 000	-	115 659
FONDS POUR LE SÉISME AU PÉROU	10 075	-	-10 075	-	-
FONDS DU CENTENAIRE	137 978	-	-87 810	-	50 168
AUTRES	8 782	-	-	-8 782	-
<b>TOTAL</b>	<b>615 409</b>	<b>120 205</b>	<b>-223 637</b>	<b>-8 782</b>	<b>503 195</b>

# Évaluation organisationnelle

L'évaluation organisationnelle menée en 2008/2009 visait à faire de l'ISP une organisation plus durable. Au printemps 2009, le Conseil exécutif a examiné une longue liste de recommandations de changement figurant dans le rapport final.

Un grand nombre des recommandations concernent le fonctionnement interne de l'ISP et ont pour objectif de rendre l'ISP plus ciblée et axée sur les résultats.

A cette fin, nous avons commencé

à améliorer les procédures internes qui renforcent l'articulation entre nos objectifs généraux et les activités spécifiques de l'ISP. Il s'agit avant tout de trouver de nouvelles manières de planifier et de mesurer notre travail à court et à long terme.

Toutes les personnes actives au sein de l'ISP doivent mettre en œuvre les recommandations préconisées par l'évaluation organisationnelle. Les personnels du siège, des bureaux régionaux et sous-régionaux élaborent

un processus de planification conjoint en vue d'établir des liens plus solides entre nos activités internationales, régionales et sous-régionales. Notre objectif consiste à améliorer les résultats des activités de l'ISP et à mieux les faire connaître.

A l'approche du prochain congrès mondial en 2012, nous donnons suite aux recommandations visant à élaborer des propositions pour réviser la structure statutaire de l'ISP afin de mieux représenter nos membres. ♦

## Membres du personnel de l'ISP

### Nouveaux

#### Alexandre Kamarotos

Alexandre a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'ISP le 1er octobre 2009.

#### Teresa Marshall

Teresa a été nommée Coordinatrice des communications pour l'ISP à la fin 2009 et a rejoint les membres du personnel le 18 janvier 2010.

#### Sophie Dupressoir

Sophie a travaillé à l'ISP en tant que Coordinatrice pour les questions liées au changement climatique. Elle travaillait depuis Strasbourg et son contrat à temps partiel à durée déterminée a commencé le 18 mai 2009 et pris fin le 17 février 2010.

#### Yvette De La Cruz

Yvette a eu un contrat de consultante pour le projet sur la migration internationale et les travailleuses de la santé, remplaçant **Geneviève Gencianos** pendant son congé maternité, de septembre 2009 à janvier 2010.

### En congé

**Veronika Darras** (secrétaire multilingue) a pris un congé sabbatique du 16 janvier au 15 décembre 2009.

### Dans les régions

En Afrique du Sud, **Nelouise Geyer**, Coordinatrice de projet (projet UNISON/ISP VIH/SIDA) a démissionné en mai 2009 et a été remplacée en septembre par **Tsitsi Mariwo**, dont le contrat prend fin en mars 2011.

**Kamissa Dembele** a été nommée Secrétaire sous-régionale pour l'Afrique francophone en octobre 2009. Elle travaille depuis le bureau régional au Togo.

### Départs en 2009

**Svend Robinson**, responsable de la promotion des services publics, a quitté l'ISP le 31 janvier 2009.

**Nora Wintour**, Secrétaire général adjointe, a quitté l'ISP le 17 mars 2009.

**Rajendre Khargi**, consultant en communication, a quitté l'ISP le 31 mars 2009.

**Violaine Roggeri**, assistante administrative au Département Égalité et Droits, a quitté l'ISP le 31 décembre 2009, après un congé sabbatique de six mois.

**Hans Hodimont**, aide comptable, a quitté l'ISP le 11 septembre 2009.

**Rosa Pievy**, assistante de projets pour la région Europe, a quitté l'ISP le 7 septembre 2009, à la fin de son contrat à durée déterminée.







# Internationale des Services Publics



Credit photo: Prospect, UK

45 avenue Voltaire, BP 9  
01211 Ferney-Voltaire Cedex, France  
Tél.: +33 450 40 64 64 – Fax: +33 450 40 73 20  
[psi@world-psi.org](mailto:psi@world-psi.org)

[www-world-psi.org](http://www-world-psi.org)